

JECO novembre 2017 à Lyon

Comprendre le passé pour construire l'avenir

Vous trouverez ci-joint les notes prises lors des JECO du 07 au 09/11/2017. La plupart des conférences sont accessibles par vidéo sur le site des JECO.

Il s'agit de notes avec tout ce que cela comporte de défaut et de maladresses de rédaction.

La plupart des conférences citées ont été filmées et sont disponibles sur le site des JECO.

(Les abréviations en gras se réfèrent souvent aux initiales des intervenants (ex : PA = Philippe Aghion)).

J. Coquet

Comprendre le passé pour construire l'avenir

07/11/2017 10h-11h séance d'ouverture

Annabel Andre-Laurent VP déléguée aux entreprises région Rhône Alpes

Didier Bruno directoire caisse d'épargne RH A

Sylvie Goulard

David Kimelfeld Psdt gd métropole lyon

Pascal Le Merrer DG JECO

Marc Olivier Strauss-Kahn DG et conseiller sdécial du gouverneur de la BDF

Micro-trottoir en vidéo

Commentaire des intervenants

SG

L'économie touche à la fois les personnes mais s'insère dans un ensemble plus vaste.

DK

Importance des territoires aujourd'hui qui ne doit pas résumer aux métropoles.

DB

Importance de la confiance dans l'économie

AAL

La cohésion et l'équilibre du territoire sont indispensables.

Les territoires furent ignorés pendant longtemps, c'est un débat important cette cohésion.

MO SK

Sondage BDF oct 2017

57% des français s'intéresse à l'éco 19% bcp

Stt des hommes de + de 50 ans diplômés du supérieur plus que les jeunes et les femmes

Il y a une progression de cet intérêt.

Les Français ne se considère pas comme nul (Sauf 30%), 17% considère avoir des connaissances élevées.

Les français demandent des informations supplémentaires sur l'emploi, les finances de l'Etat et la protection sociale.

Commentaires DB

Avant les élections bcp plus de curiosité sur l'éco et aussi peur de sortie de l'euro.

Les quinquas sont effectivement plus intéressés par l'éco car souvent épargne + vision anxiogène sur l'avenir.

Certains ne se sentent pas du tout concernés par l'éco telle que nous la présentons. Ils ne se reconnaissent pas dans les présentations de l'éco. Il y a un travail à faire pour donner des clés de lecture.

Le rapport des jeunes à l'éco est différent. L'éco présentée dans les manuels ne leur parle pas. Ils sont plus dans une économie de l'usage et moins dans la propriété tout en développant des projets entrepreneuriaux. Il faut aussi leur fournir des clés pertinentes.

Les jeunes sont moins fidèles à la banque de détail, ils partent ailleurs, veulent faire des expériences.

Sur le logement, 2 voies se dégagent dans le sondage sur les pistes : alléger les contraintes réglementaires à la construction et davantage de logements sociaux.

Sur la consommation : 2/3 des français font des achats en ligne et plus d'1/3 une fois par an.

Les motivations de ces achats sont : la praticité, le prix.

Il y a aussi des freins : une perte du contact direct, la sécurité et la peur de fermeture des commerces traditionnels.

Commentaire : il y a plutôt un continuum achat Internet et commerce de proximité. Or ces commerces de proximité sont essentiels autant que les infrastructures et les transports pour l'attractivité des territoires.

Sur le sondage :

L'inflation a tendance à être sur-estimé par les français. Les hausses sont davantage perçues que les baisses.

24% des français sur-estime l'inflation contre 50% l'année dernière.

Plus de français estime correctement l'inflation 16%.

Il y a une meilleure perception des prix et une inertie des perceptions par rapport au passé.

Sur la croissance, les Français sont moins pessimistes et 26% pense qu'elle va encore s'améliorer. Il y a beaucoup plus d'optimisme sur la France et l'Europe.

Commentaire : l'économie est cyclique et les français l'ont perçu pour certains, certains pays européens se portent mieux. La France fut un peu en retard mais actuellement, il y a une nouvelle dynamique et un retour de la confiance.

La confiance reste fragile, il faut des réformes pour consolider cette confiance.

Les français sur l'avenir de l'Europe :

Question sur les acquis de l'UE ?

Fort progrès des % considérant l'Euro comme un acquis par rapport à l'année dernière après Brexit (73%).

Le parlement européen et les institutions

Ce qui peut-être discuté et discutable ?

La PAC

Les français attendent :

Plus d'intégration européenne, plus de décision au niveau européen sur la défense, l'immigration, sur la coordination des politiques éco et budgétaire, les lents ds les infrastructures ...

Il y a de nombreuses attentes.

Commentaire :

Malgré les difficultés aucun pays n'était prêt à quitter la zone euro

UE ne doit pas être figée, on peut être attaché aux institutions mais vouloir aussi des modifications (ex : PAC)

Beaucoup sont favorables à des choses mais ne sont pas prêts à en payer le prix (ex : coopération dans la défense). Il ne faut pas mentir en disant qu'en europe tout est facile sur les négociations. Sur la libre circulation des personnes, il y a eu de belles avancées mais on a été peu clairvoyant sur les csq de l'absence de postes frontières vis-à-vis de la gestion des frontières extérieures de l'Europe. Le Parlement européen a un rôle important et mettre l'accent sur les enjeux européens et que des personnes soient là pour se projeter.

6/10 français sont favorables à l'allègement des normes réglementaires sur le droit du travail. Or quand on donne des exemples concrets de libéralisation, la majorité est beaucoup moins tranchée en faveur de ce point.

Commentaires AAL : il faut trouver le bon équilibre entre le libéralisme et le protectionnisme. Il faut réformer l'Etat dans un esprit plus « entreprisé ».

DKT

Il y a une certaine schizophrénie collective sur les dépenses de l'Etat et les services fournis par l'Etat. Il faut distinguer les services publics et les services aux publics (qui peut peut-être être privatisé)

DB

Il ne faut plus voir l'individu au travail de manière unique et envisager d'autres formes.

SG

Il faut de la liberté mais l'absence de règles est dangereuse car cela conduit au retour des égoïsmes ce qui peut être dangereux.

Regard sur 10 dernières années pour mieux anticiper le monde de demain
11h-13h

P.Aghion économiste

Virginie Chauvin, responsable audi France Chez Mazars et DG Mazars SA

Emmanuel Fahri Prof Havard

Sylvie Goulard gd témoin JECO

J. Pisani-Ferry Prof berlin et science po

Michel Yahiel commissaire général de France stratégie

Modératrice :

Alexandra Bensaïd

PA

Depuis ces 10 dernières années se pose la question de la stagnation séculaire

Auteurs sur cette question :

Hansen : Après la crise 29

Summers et Gordon (stagnation séculaire).

Est-ce vrai ? ou n'y a-t-il pas un pbl de mesure de la croissance ?

- **Digitalisation**

Question de la digitalisation et du chômage (Ludisme et Keynes sur les RI précédentes s'étaient trompés).

Il y a la question des effets de LT de la digitalisation.

- **La politique éco**

Il y a la question de la politique monétaire. Draghi fait des opérations monétaires sur titres, le rachat de la dette publique en plus des actions sur les tx d'intérêt.

Cela a eu des effets + sur l'Italie et l'Espagne.

Il y a tous les débats sur les effets de cette politique et de sa coordination avec la politique structurelle (la politique conjoncturelle ne serait-elle pas plus efficace avec des politiques structurelles adéquates notamment au niveau européen ?)

- **Les inégalités au top**

Atkinson, Picketty et Saez ont fait des wx sur ces inégalités du top qui augmentent. Est-ce de la rente ou de la rente de l'innovation, une des conséquences sur les brevets ?

Gini n'a pas augmenté aux USA ce qui nuance les propos sur l'augmentation des inégalités au top des travaux de Picketty.

Sources d'optimismes nombreuses pour Aghion.

SG

Il y a de nombreuses études sur les inégalités hommes / femmes de la part des organismes internationaux et des propositions.

Il y a eu de nombreuses innovations.

Or les autorités publiques font peu d'innovations et prennent peu en compte les études.

Cela demande de changer les schémas de pensée, les habitudes au quotidien, dans le système éducatif, dans le monde du travail.

Il y aurait de nombreux potentiels économiques et humains à l'intégration plus importantes de femmes et à une lutte plus importante contre les discriminations.

JPF

Retour sur la crise :

Nous avons appris :

- Coût des crises financières est énorme = selon une étude, 1 an de revenu de perdu. C'est un coût éco, financier mais aussi politique
- Crise a des effets géo-politiques. Cela a eu des csq par exemple en Chine avec Xi Jinping et son autoritarisme qui semble accepté face au discrédit du modèle occidentale et de sa gouvernance.
- Pour comprendre la crise, il faut connaître l'histoire et les théories hétérodoxes.
La gestion technocratique n'est pas efficace face à une situation aussi inconnue.
La connaissance de l'histoire a permis d'éviter de faire d'énormes bêtises pendant la crise.
L'histoire montre qu'il n'y a pas de solutions toutes faites.
- La réponse éco intelligente (sauver les banques) a eu un effet très négatif sur l'opinion publique désastreux.
Cela vient du fait qu'on n'a pas identifié clairement les coupables ni puni les coupables.
Les européens sont restés plus enfermés et ont mis plus de temps à réagir.

Grands enjeux

Va-t-on être capable de recréer un consensus sur une croissance mais une croissance différente ?

Il y a une idée que la croissance est dépassée, non souhaitable.

Cependant, cela ne résoudra pas les pbl de penser une suppression de la croissance.

VC

Chez Mazars moyenne d'âge inférieur à 30 ans, jeunes diplômés.

1ère expérience des travailleurs.

Grand chgmt sur le rapport au travail, une défiance sur les gdes entreprises.

Certaine aisance par rapport aux outils numériques.

Il faut transformer sa façon de travailler même sur les professions réglementées (comme CAC).

Il faut modifier le recrutement :

Il faut des geek, voire des écoles différentes (exemple : l'école 42)

Il va y avoir de plus en plus d'automatisation, plus d'expertise notamment des data scientist, ciber-sécurité, finance numérique.

Il y a un travail en amont de mentoring avec les étudiants.

Il faut transformer le management en raison de la déviance.

Ils intègrent l'intrapreneuriat avec des projets et une demande de proposition de projet.

Obj :

Mise en place de « lab » avec des échanges et wx d'innnovations.

+ Hakathon : lieu de vie temporaire avec les différentes parties prenantes pour sortir des projets concrets et les mettre en place.

Dde d'agilité aux collaborateurs et aux parcours. Le rapport au temps est différent, il ya des passerelles et des parcours métier et à l'international.

Il y a une quête de sens chez les « millénium ». Ils veulent une quête de sens pragmatique (projet de volontariat, des mécénats de compétences sur le tps de travail vis-à-vis de de start-up, d'organisations innovantes.

Nombreux travaux de mixité et diversité hommes/femmes.

Nbreux wx sur des équilibres de vie.

MY**Sur la question des territoires**

Il y a le pbl de l'égalité et de l'équilibre des territoires

Les métropoles absorbent 50% des créations d'emplois et 50% que pour Paris.

Les métropoles absorbent la richesse et ça ne ruisselle pas trop toujours sur les autres territoires.

Cela déséquilibre les territoires.

Il y a la question des compétences.

Il y a une augmentation des compétences avec un niveau qui augmente de manière importante.

La proportion de population active ne maîtrisant pas les compétences de base ou pas assez reste à 30%.

La question est l'impact du numérique sur les populations et notamment la population active impactée et/ou impliquée.

EF

Retour de la rente : retour supérieur par rapport au retour normal vis-à-vis des ressources mises en œuvre. (Ricardo)

Aux USA depuis 20 ans, concentration très importantes dans la majorité des industries (ex : GAFAM).

Ce phénomène se traduit dans les données.

% des industries où les 4 plus gdes entreprises détiennent 30% du marché, cela a augmenté de 40%

C'est vrai dans le commerce de détail, dans la finance, la banque.

C'est un phénomène stt US et moins en Europe.

Cette concentration croissante est-ce un + ou pas ?

Effet + : avènement de rendement d'échelle, effets de réseau qui accroît l'efficacité

Effet - : manifestation de nouvelles barrières à l'entrée et de rentes.

7 raisons allant vers le - :

- Sur le partage de la VA : part du capital augmente et part du travail baisse (USA 65 à 58% en 20 ans).
Stt lié au secteur immobilier où le capital est important et la part du capital a augmenté. La rente foncière et immobilière augmente (comme le montrait Ricardo).
Il y a une augmentation des pouvoirs de monopoles et des rentes.
Il y a un phénomène de recomposition conduisant à la baisse de la part du travail.
- Divergence entre le tx de rendement sur le K et tx d'intérêt des produits ss risque (devenu négatif). Cette DV s'explique par les primes de risque (ce qui est justifiable) mais une partie s'explique aussi par des rentes.
- La dispersion du tx de rendement a bcp augmenté depuis 20 ans. Il y a une très grande hétérogénéité. Il y a une très forte dispersion.
- Cela a des csq sur les inégalités de salaire beaucoup plus entre les entreprises que dans les entreprises. Il y a un partage de la rente entre capital et travail.
- 3 signes de ce phénomène de rente : la faiblesse de l'ent (préservation des rentes ?), ralentissement prononcé du processus de destruction créatrice (tx d'entrée des nouvelles entreprises diminuent, moins de création d'emploi dans les jeunes des entreprises) ...

CCL est-ce des rentes de monopoles ou des récompenses de l'innovation ?

Que faire des GAFA vis-à-vis de la politique de la concurrence ? de la rente foncière ?

Cela a-t-il des répercussions sur l'emploi ?

Questions aux intervenants :**Stagnation séculaire : bonne nouvelle sur la planète ?****PA :**

Stagnation séculaire : la croissance est une parenthèse.

PA n'y croit pas et voit plutôt l'intérêt de la rente de l'innovation et pense qu'il est possible de créer des conditions pour de nouvelles vagues d'innovations.

JPF

Obj : neutralité carbone pour la planète, ss croissance il faut arrêter la croissance et de produire.

Il faut partir de l'objectif la neutralité carbone et ensuite viser la croissance en changeant son contenu.

Csq : cgmt de technologie pour l'énergie, les transports, les logements ...

Il ne faut pas regretter cette croissance car il y a derrière des lents, de la recherche.

EF

On serait dans le creux de la croissance et dans la situation proche du paradoxe de Solow.

On est peut-être à ce stade actuellement car on a besoin d'adaptation.

On va peut-être avoir des gains de productivité importants dans le futur.

Question du contenu de l'emploi de l'avenir ?**SG**

Il y a une hétérogénéité en Europe sur l'emploi. Certains pays sont au plein emploi et ont connu de nombreuses réformes.

Il y a de grandes différences selon les pays donc il n'y a pas de fatalité.

MY

France n'a pas fait le choix des minijobs ...

On a besoin de beaucoup investir dans la formation.

JPF

Le fait que nous n'ayons pas de mini job ne veut pas dire pour autant que nous avons des emplois de qualité.

Nous n'avons pas fait le choix de l'emploi féminin à temps partiel. Cela explique la raison de remise en question des 35h car cela complique l'organisation.

Quelle place pour la formation continue ?**VC**

Au niveau de l'entreprise, la formation est un élément clé. La formation en permanence est nécessaire et en France on a un peu de retard en raison de la peur de l'échec ...

On ne connaît pas les métiers de demain.

La responsabilité des économistes qui n'ont pas vu la crise des subprimes ?**EF** ce n'est pas le rôle des économistes de prévoir les épidémies**A quand la prochaine ?****JPF**

On a rendu les banques plus solides

On n'a pas ramené la sphère financière à la taille de l'éco.

On a bcp de rentes dans la finance, il recrute les talents et ce n'est pas toujours utile.

Quelle régulation ?**PA** les technologies changent vite et les institutions ont bcplus d'inertie ce qui explique les régulations.

EF

Il faut faire attention à ne pas détricoter la régulation pendant la croissance économique de la part des politiques qui ont souvent une vision de CT.

Economiste hétérodoxe ont-ils une place ?**PA**

Importance de la diversité en éco.

Ce qui est important c'est bcp de gens partage l'importance de la rigueur du raisonnement et du lien avec l'empirique

Il faut élargir les domaines avec la sociologie, le bonheur, la psychologie, l'éco des organisations ; cependant il faut garder la rigueur des raisonnements.

SG

Il faut des conseils en évitant l'enfermement dans une pensée et mettre dans ces conseils au sein de l'Europe par exemple des non-européens.

JPF

Il faut se garder d'aller vers la beauté des modèles pour coller plus à la réalité.

Il faut du respect entre orthodoxe et hétérodoxe qui doivent se parler.

D'où pourrait venir la crise ?**JPF**

Grosse inquiétude sur la Chine avec les crédits.

Qui va absorber les pertes de ce sur-investissement : les banques ? Les ménages (P Artus ce qui est moins grave) ?

Autres risques : la dette publique stt quant les tx lêts vont augmenter de nouveau.

Solutions pour éviter la crise ?**EF**

On pourrait en France allonger la maturité de la dette pour se protéger contre la remontée de taux. (c'est dangereux pour SG car cela va pousser les politiques à faire moins d'efforts conduisant à des effets pervers notamment vis-à-vis des générations futures).

On pourrait faire des réformes au niveau de la zone euro, notamment sur les liens entre les banques et les Etats. Les banques détiennent la dette souveraine ce qui amène les Etats à sauver les banques conduisant à un risque systémique plus important.

Réformes structurelles, qu'est-ce ?**PA**

30 glorieuses en France = croissance de rattrapage

Comme nous avons rattrapé, il faut faire des innovations aux frontières, à la pointe ... cela suppose cependant de la destruction création. Cela suppose de réformer radicalement nos institutions, réorganiser la société avec des coûts de transition très importants.

MY et SG

La France manque de pédagogie sur les réformes structurelles.

Elles ne font pas obligatoirement « mal ».

Il faut donner du sens aux réformes.

AFSE

La preuve dans la science économique

15h-16h30

Président : C. Diebolt

Micle Aglieta

Richard Arena

Marie Claire Villeval

RA

Histoire de la pensée avec méthodologie cognitive

Il existe une coupure dans les années 80 qui conduit à s'interroger sur l'unité de la question de la preuve en économie

La preuve : prouver, mettre à l'épreuve, établir la vérité

On distingue :

- La vérité formelle, logico-mathématique
- La vérité empirique basée sur l'expérience
- La vérité selon les modèles qui reprend des faits et propose des explications.

Il est possible de distinguer 2 périodes essentielles :

Période prédominante jusqu'au milieu des années 70

1ère position, celle de Friedman sur la vérité inductive

2e position sur la vérité qui repose sur les preuves formalisés décrites sous un modèle.

Les auteurs ne vont pas réellement choisir, ils vont prendre des positions intermédiaires. Ils ont le sens du pragmatisme.

Beaucoup vont faire de la théorie de l'éq général un benchmarck auquel on se réfère tout en recourant à l'économétrie.

Il faut compatibiliser le point de vue de l'équilibre général et les apports de l'économétrie (Samuelson).

Il existe cependant un point commun entre tous ces auteurs, la lecture paretienne et shumpéterienne de Walras sur les modèles autocontenus isolés et stylisés.

Ces modèles ont mis en évidence l'existence d'un système qui se suffit à lui-même.

Il y a une magna carta de Walras qui ne doit rien aux autres sciences sociales.

Il y a une position du compromis de nombreux auteurs avec les 3 vérités qui demeure.

D'autres formes de mises en relation se sont mises en place au cours des années 80. De nouvelles formes sont apparues.

- 1ère approche avec la théorie des jeux dynamiques et systémiques avec l'éco expérimentale et l'abandon des concepts tels qu'ils étaient dans l'équilibre général. Abandon de la séparation et l'isolément face aux autres sciences sociales + mise en place d'une démarche expérimentale.

Le modèle théorique reste important. L'expérimentation devient importante.

Il y a la démarche des expériences en laboratoire avec décontextualisation qui peut potentiellement entraîner des biais.

Il y a aussi la possibilité des expériences aléatoires avec le problème des généralisations possibles. Il y a aussi la question de la distinction entre l'efficacité et la causalité.

- 2e approche : mise en relation entre l'économie et l'histoire (North, Wallis et Weingast). Les modèles et l'économétrie sont importants
- 3e approche : la théorie de la complexité pour traiter certains pbl spécifiques et la vérité inductive est compliquée.

Cette diversité de traitement des vérités et des preuves est compliquée mais cela a permis à l'économie de s'ouvrir avec l'interdisciplinarité. La question se pose de l'articulation entre l'économie et les autres sciences sociales.

MA

La question de preuve est une question de philosophe.

Galbraith : « la science éco est d'une extrême utilité car elle fournit des emplois aux économistes ».

2 points :

- La preuve comme paradigme
- Aucune science sociale ne peut prétendre à une vérité par elle-même.

Un paradigme : système unifié et stable s'appuyant sur des lois universelles et intemporelles.

2 sciences paradigmatiques :

- Les math où la preuve est déductive, elle découle de la démonstration
- La science empirique paradigmatique en fonction de faits (mise en avant des causes et des csq) avec des thies (Critère de Popper : une théorie est vraie tant qu'elle n'a pas été réfutée).

Eq générale de CPP correspond à un dogme normatif qui repose sur l'homo oeconomicus sur lequel il ne peut y avoir d'expérience donc ce n'est pas une science.

Aucune observation éco ne peut être détachée du contexte historique ce n'est donc pas universelle donc ce n'est pas une science. On est dans des processus statistiques.

Il n'y a pas de principes de réfutabilité.

Les modèles éco ne sont que le fait de représentation. Ce sont des argumentaires contextualisés multiples et concurrents car plongés dans l'histoire comme dans toutes sciences sociales.

Il y a donc des constructions conventionnelles.

Il faut distinguer la démonstration, le raisonnement par analogie, l'opinion vraisemblable et les hypothèses.

La science éco est du domaine des opinions vraisemblables et des hypothèses.

MCV

Il s'agit de la preuve venant de l'expérimentation

Expérimenter : introduire des traitements et des préférences dans un environnement contrôlé impliquant des sujets réels et de véritables incitations monétaires.

Il y a de nombreux tests en laboratoire auprès d'étudiants qui sont un public très spécifiques.

Il y a d'autres formes que le laboratoire pour l'expérimentation.

C'est une méthode de réfutation, elle ne prouve pas que le modèle est vrai.

Il s'agit de tester des modèles, de tester des prédictions dans un environnement contrôlé, confronter plusieurs théories, réduire l'ensemble des équilibres quand ils sont multiples, gérer des hypothèses on mathématisables.

Cette méthode permet de générer des données inaccessibles par observation directe, identifier divers types de paramètres (préférences individuelles, sociale, capacités cognitives, raisonnement, formation des croyances, ...)

Il s'agit de dépasser les hypothèses traditionnelles.

Cette méthode de réfutation a une forte validité interne :

- On contrôle bcp de chose,
- Réduction de l'environnement aux variables essentielles
- Limite les erreurs de mesure liées aux variables omises,
- Introduction de changements exogènes pour identifier les causalités
- Tout est répliquable et disponibles.

Cela débute dans les années 40 avec les jeux de marché de Chamberlin notamment en 48, les tests de l'utilité

Critiques :

- Quelle est la validité externe des tests en laboratoire ?
 - o Biais des laboratoires et de se savoir observé
 - o Considérations morales rentrent en jeu
 - o Faible incitation financière
 - o Les participants s'autosélectionnent ce qui offre un biais
 - o Il y a des estimations (est-ce la valeur basse ou élevée).

Il y a une forte validité externe qualitative (le signe, les évolutions ...)

Que dire de la validité externe quantitative et son degré de précision ?

Quelle est la répliquabilité des résultats ?

Les résultats sont-ils robustes.

Les psy ont travaillé sur ce point et plus de 60% des situations n'étaient pas répliquables, ne donnaient pas les mêmes résultats dans les mêmes conditions.

Dans Science en 2016 en éco 60% des test étaient répliquables (résultats similaires) sur d'autres expériences c'est rassurant mais ce n'est pas suffisant.

Amélioration et évolutions :

- Les échantillons sont plus grands
- Les méthodes sont plus diversifiées notamment avec le numérique (ex : utilisation de MTURK)
- Les incitations monétaires varient
- Il y a des répliquations dans différents pays/cultures
- Association avec des neurochirurgiens ...

Contre les biais de publication :

- Pré-enregistrement des traitements rapportés, le nombre de données ...
- Il faut aussi publier les « no-results » papers par transparence et faire évoluer les méthodes,

CD

Il y a des pbl récurrents sur la preuve en économie :

Il existe un « main-stream ».

Questions :

- Quelles sont les briques de l'univers économique ?

- Il y a peu voire pas de substitution de corpus théorique. Ils restent en compétition.
- Il y a des spécialisations de plus en plus fines qui oublient de prendre en compte l'ensemble des enjeux.

4 ruptures :

- La methodenstreit : le débat des méthodes sur le littéraire et le mathématique.
- La création de la revue *Econometrica* (éco est la rencontre de la théorie, l'histoire et les statistiques).
- Samuelson après 2^{nde} WW et l'affirmation de la thèse et du modèle.
- Dvlpmt de l'éco appliquée et « take off » de l'expérimentation

5^e rupture ? Reconfiguration des frontières de la discipline économique et science humaines et sociales en général.

Il va falloir concilier « le comprendre » avec « l'expliqué ».

Autres formes d'expérimentation aujourd'hui ; la cliométrie

- Remettre l'histoire au cœur de la thèse éco et la thèse au cœur de l'histoire
- Reconcilier le fait avec le fait stylisé, le narratif et la contextualisation avec le modèle
- Corriger et produire de nouvelles bases de données et les mettre à disposition
- Employer les méthodes quantitatives modernes : validation empiriques, répliques, vérifications, contrefactuels,
- Tuer les mythes, reformuler des propositions historiques qui se sont imposés comme légitimes.

Questions :

Quelle différence entre l'opinion et le savoir scientifique ? Le savoir scientifique n'est-il pas une forme d'opinion sociale ?

L'hétérogénéité du temps est très mal prise en compte dans l'éco.

Il y a des interactions, des croyances collectives qui font conventions.

Dans le domaine des savoirs scientifiques, la clé est dans la réplique (MCV)

**La « secular » stagnation est-elle notre avenir à LT
17h-18h30**

G. Cette

P. Aghion

M. Aglietta

G. Dufrénot

C. Garcia Penasola

L'expression secular stagnation vient de Alvin Hansen en 1939

Depuis 1950 la croissance baisse sauf des années 90 à 2000 petite hausse avec les TIC aux USA.

On observe la même chose sans le sursaut dans les autres zones.

La Productivité globale des facteurs (PGF) a baissé.

Même chose dans les pays de la zone euro de cette baisse de la croissance.

On observe que la PGF augmenta au 19e siècle et jusqu'à la 2e WW sauf pendant la gde dépression puis on constate une baisse continue.

La 3e RI est une vaguelette dans les années 90-2000 puis on atteint des minima historiques depuis 10 ans.

Si on fait des scénarios de croissance avec la stagnation séculaire ou un rebond technologique, on obtient des taux de croissance très variables.

X2 du PIB (avec stagnation) d'ici la fin du siècle et dans le 2e cas (rebond technologique) de 8.

Cela ouvre des enjeux totalement différents en matière de vieillissement de population, emploi, de protection sociale...

PA

Hansen a une approche en dde insuffisante (de bien d'équipement) expliquant la stagnation

Gordon considère que la croissance va se terminer car il y a des rendements décroissants de l'innovation.

Pour PA, il n'y a pas de stagnation.

Il y a des évolutions qualitatives des biens.

Plus le secteur est sujet à des destructions créatrices moins il y a de corrélation entre le nombre de brevets et la croissance ce qui signifie que cela n'apparaît pas dans les statistiques.

Les instituts statistiques n'arrivent pas à prendre en compte les sauts qualitatifs dans leurs statistiques.

Ils sous-estiment la croissance économique car ils corrigent trop l'inflation.

Comment expliquer la baisse séculaire ?

- Les idées sont de plus en plus difficiles à trouver (Bloom et al, 2017) ? (il y a des rendements décroissants dans un secteur mais apparaît de nouveaux secteurs)
- Détérioration dans la sélection des firmes (ex : en raison des tx d'impôt bas) (Cette et al 2016) + peut-être une modification des préférences des agents économiques
- Pdt la guerre froide, il y avait bcp d'impôt public en R&D (Nasa, ...). La fin de la guerre froide a conduit l'Etat à se désengager de la recherche fondamentale et des innovations frontalières.

La baisse séculaire n'est pas inéluctable

- La R° des TIC affecte la p° des B&S et aussi des idées (plus besoin d'être en présentiel) (Jorgenson, Crafts)
- La rente à l'innovation n'a jamais été aussi importante incitant à l'innovation.
- La politique structurelle peut accroître cette dynamique avec des investissements dans l'économie des savoirs.

Le Japon n'a pas fait de réforme = faible croissance

La Suède a fait des réformes et la croissance fut beaucoup plus importante.

MA

La stagnation séculaire est une métaphore pour justifier l'équilibre multiple par rapport au modèle standard.

L'interaction entre les cycles financiers et la macro conduit à la stagnation

Les salaires dans l'entre-deux guerres se fixait par des négociations collectives sur la productivité anticipée. Cela créait des anticipations auto-réalisatrices.

Après on est dans un régime de croissance qui repose sur le principe uniquement de la valeur actionnariale + la globalisation. Le salaire ne joue dans ce système aucun rôle ou un rôle périphérique. On est passé d'une finance de banque à une finance de marché prépondérante.

Ce qui est essentiel est la logique du marché : le cycle financier.

On a des cycles financiers très différents du cycle des affaires où les différents pays de la zone euro sont assez synchrones.

Les cycles financiers ont une amplitude beaucoup plus importante qui dépend de l'endettement privé et de la hausse du prix des actifs.

Les cycles financiers sont très différents en termes d'amplitude conduisant une difficulté à une logique commune au sein de la zone euro.

Les cycles financiers vont avoir des phases d'euphorie et des phases dépressives.

Prêteur et emprunteurs ont les mêmes anticipations sur les marchés financiers, ils veulent la hausse (à la différence des autres marchés où offreurs et demandeurs ont des anticipations différentes).

Par conséquent les crédits ne cessent d'augmenter.

La structure des bilans est déséquilibrée et les risques d'insolvabilité sont importants.

Il n'y a pas de force de rappel et l'accélérateur financier joue.

Cette difficulté à se désendetter se retrouve dans la stagnation séculaire.

On arrive de multiples équilibres en basse croissance et en haute croissance avec plein emploi.

Stagnation séculaire vient du fait qu'on a CV vers un équilibre de sous-emploi. Cela n'est pas irrémédiable, il est possible de mener des politiques économiques.

GD

Pour comprendre la stagnation séculaire, il faut étudier le taux d'intérêt naturel de l'éco (= A quel niveau le tx intérêt devrait être pour que la croissance éco du pays soit à son potentiel).

Dans la plupart des pays, les taux d'intérêt naturels des pays sont en baisse et très faible.

2 pays : All et Japon, les tx d'intérêt naturel sont très bas et il y a un excédent d'épargne, du sous-lent.

Pour lui, le pbl est au niveau de la demande.

Il faut que les taux d'intérêt passe en-dessous de ceux naturels or cela dépend de la politique monétaire.

Mais cela n'est pas suffisant ce que l'on voit en Italie.

Pour baisser les taux d'intérêt réel, il faut faire revenir l'inflation.

On n'y arrive pas.

Si on prend les tx d'intérêt sous-jacents, ils ont décliné.

La baisse tendancielle de l'inflation est un phénomène mondial des années 90. Cela provient de la globalisation, de la mondialisation (internationalisation de la chaîne de valeur), les salaires sont déconnectés de l'indice des prix à la consommation. On échange de + en + de biens intermédiaires que finaux dont le prix a diminué.

Il y a un pbl sur l'inflation (Blanchard) est que les anticipations de l'inflation sont à la basse.

Il est compliqué aujourd'hui de désancrer les anticipations.

CGP

Pour Gordon, il y a des vents contraires à la croissance :

- L'éducation

Le nombre de diplômés universitaires augmente mais il y a une inadéquation des diplômés et des postes

- La démographie

Plus de participation des femmes sur le marché du travail.

Or c'est en train de s'arrêter.

Si on met en relation les compétences des jeunes et des adultes, la situation des pays est très contrastée ...

Il y a une inadéquation sur le marché du travail avec des surqualifications mais aussi de la sous-qualification dans certains secteurs.

Ces inégalités face à la formation sont liées aux inégalités sociales.

La création de nouvelles technologies n'est pas la même chose que l'adoption de ces nouvelles technologies.

Les pays qui adoptent le plus les technologies (les robots) sont ceux où la qualité de la formation des adultes est élevée.

Sur la participation des femmes il y a une sous-utilisation du potentiel de leurs talents.

Il faut donc former les CSP les plus faibles, faire participer les femmes.

Questions

Pourquoi faut-il de l'inflation pour la croissance ?

GD Il faut des taux d'intérêt réel négatifs pour décourager l'épargne et favoriser les investissements, dont il faut de l'inflation pour relancer la croissance.

Ne mise-t-on pas trop sur la 3e RI pour relancer la croissance éco ?

On ne sait pas ce que sera les technologie du futurs c'est pourquoi la recherche fondamentale est essentielle pour ouvrir des portes.

MA

Gordon ne dit pas qu'il n'y aura pas de progrès technique mais il y a de multiples obstacles à leur diffusion.

Il y a un pbl de propagation du progrès technique actuellement. Il faut une vision des pouvoirs publics du futur et une régulation de la finance publique pour éviter ce qui se passe actuellement avec les rendements sur les marchés financiers.

Il n'y a pas de véritable destruction créatrice aujourd'hui.

PA

La politique monétaire a été positive avec Draghi mais il manque des éléments de la politique budgétaire. Cependant la politique macro est plus ou moins efficace en fonction du terreau où elle se développe. Il faut donc discuter sur ce que doit être ce terreau.

08/11/2017

La sphère marchande à la conquête de la sphère non marchande ?

9h-10h30

JY Boulin Chercheur, sociologue**M Debonneuil** IG de finance, administratif de l'INSEE (R° quaternaire)

Modérateur P. Gineste Citéco (ouvre en 2018 en partie et définitivement en 2019)

JYB**Quelle est l'évolution (avec le numérique) de cette interpénétration temps de travail, tps privé ?**

Il y a dans les grandes villes mis en œuvre par les municipalités, des « bureaux des temps » pour organiser le serviciel (ex : le covoiturage, ...).

2 manifestations concrètes des interpénétrations travail/vie privée avec une qui dépend des TIC.

- Le télétravail
- **Développement d'horaire atypique**

Ce développement n'est pas un phénomène nouveau au 19^e il y a bcp de travailleurs à domicile.

Ex : en Chine retour au 19^e : les personnes dorment sur place, idem avec Amazon avec les extra à Noël.

Il y en a tjs eu dans l'industrie et les services mais il se développe aujourd'hui.

Il y a eu une baisse de la durée du travail qui permet des normes stables. Il y avait des horaires collectifs et homogènes. A partir de 81 la baisse du temps de travail a conduit à l'aménagement du temps de travail qui remet en cause la coupure fordiste dans l'industrie avec une répartition claire entre le temps de travail et le temps libre.

2 chercheuses de la DARES en 2010 ont dégagé 8 types de journée de travail et 9 types de semaine de travail.

55% des salariés travaillent selon un horaire standard, il y a une croissance du travail de nuit. 14% d'actifs occupés travaille le dimanche.

Ces horaires atypiques sont appelés « unsocial hour »

Cela concerne stt les services et les femmes. Cela soulève des pbl d'inégalités.

Ces horaires atypiques sont renforcés par des formes d'emploi atypique qui touchent beaucoup les jeunes.

Il y a des inégalités très fortes.

A cette dimension temporelle (temps privé et de travail) s'ajoute la densification du travail (plusieurs tâches et diversités des tâches et nécessité de le faire dans un temps plus court).

Au niveau européen des enquêtes montrent que c'est vraiment le ressenti des populations.

Cela rend plus difficile la conciliation vie au travail et en dehors du travail. Il y a un envahissement dans la sphère privée.

Le travail dominical a un impact important sur la vie de famille et sur les temps d'échange au sein des familles.

Le repos compensateur du dimanche ne compense pas les temps de relation sociale car le dimanche a un rôle de synchronisation ce qui n'est pas possible en semaine.

Le télétravail (dimension temporelle et spatiale)

Stt à domicile. Ce n'est pas nouveau. Les TIC jouent un rôle importants et le droit s'y intéresse (droit à la déconnexion). La France est en dessus des pays nordiques.

On a de plus en plus le travail à distance dans des lieux tiers qui n'est pas le domicile pour éviter l'interpénétration. C'est très développé dans les pays nordiques. L'intérêt est d'intégrer des services (crèches, ...)

Pour conclure, il y a un brouillage des frontières entre travail et hors travail. On travaille de plus en plus sur son temps libre.

14% des travailleurs européens continuent à être préoccupés par leur travail hors travail (en 2015).

MB

Avant 2 produits :

- Biens industriels productifs
- Services marchands et non marchands improductifs qu'on ne savait pas organiser pour la mise à disposition. Il fallait se déplacer pour bénéficier de ce service.

Les TIC savent organiser les mises à disposition de biens et de personnes sur les lieux de vie.

L'important dans un bien c'est l'usage. Cela ouvre de nombreuses perspectives.

On va mettre à disposition des personnes sur les lieux de vie en produit de c° de masse.

On voit arriver une **3^e catégorie de produit**. **On va les appeler des solutions = mise à dispo de B et personnes pour satisfaire les besoins sur les lieux de vie. MB parle de secteur quaternaire à la frontière entre le secteur secondaire et tertiaire.**

Ce n'est pas un bien ou un service car cela change les modes de p° et de vie.

Exemple de consommation de ce type de produit : **les applications sur le portable.**

Ces solutions se développent très rapidement et ce secteur se développe différemment. Les entreprises traitent de l'information mais ne touchent en rien à des biens et des services. Ils font appel à des indépendants qui se chargent de mettre à disposition des biens et des personnes. Il n'y a plus des liens de subordination mais des relations de dépendance au donneur d'ordres. Il y a un rapport de force à l'avantage des donneurs d'ordre. Il y a une concurrence monopolistique entre les indépendants très fortes.

Cela peut envahir toute la sphère productive. L'objectif est déliminer l'homme et des faire intervenir la machine.

On parle de l'ubérisation et de la logique du coût marginal (Cm) nul.

Les organisations dont le Cm est nul ne sont pas les seules à pouvoir fournir ces services avec des TIC et de manière dématérialisée. Il est possible d'organiser cette mise à disposition par des vraies entreprises.

Il ne faut pas distinguer le co-voiturage (Cm = 0 pour l'entreprise qui gère l'info et transmet le service à des indépendants et n'a pas ou peu de coûts salariaux, de coûts de production supplémentaire) qui est différent de l'auto-partage de Bolloré à Paris qui achète les voitures et les met à disposition (coût de production augmente car il faut réparer les voitures, gérer tout le réseau de voiture de manière matérielle). Pbl : le covoiturage est très rentable et pas l'autopartage.

Le défi : contrecarrer les GAFA à Cm nul avec de nouvelles industries avec toutes les entreprises de services et de l'industrie.

Se pose le pbl de la rentabilité des autres modèles. Ex : le silver-économie (services et produits pour vivre à domicile en vieillissant) n'apparaît pas beaucoup car ce n'est pas rentable

Questions :

Sur les emplois de services de ce secteur quaternaire : pbl ils ne sont pas très valorisés en termes de conditions de travail, de salaires, de protections juridiques (JYB).

MB

Le travail à domicile était de la domesticité or ici on va avoir une chaîne de production à domicile mais le modèle industriel n'est pas encore au point.

Ex : pour le service de détection de chute à domicile, il faut mettre les capteurs, les remplacer, surveiller les informations, gérer les chutes, emmener à l'hôpital. Cela fait intervenir de multiples entreprises qu'il va falloir coordonner avec des plateformes. Or, pour l'instant cela n'existe pas et un potentiel de gains de productivité sur le lieu de vie à l'image de ce qui s'est passé avec l'OST chez Ford.

La sphère non marchande est-elle contrainte par un impératif de rentabilité ?

JYB il y a une injonction pour le temps libre de devenir un temps productif (aller dans les magasins, travailler, ...) avec des injonctions de productivité et de rentabilité ...

MB

De nombreuses choses non marchandes deviennent marchandes (ex : surveillance des chutes). On est cependant pas obligé de tout marchandiser (ex : la poste qui fait payer pour parler aux personnes âgées ce qui était gratuit avant). Il faut réfléchir à ce que l'on veut marchandiser et ce que l'on peut marchandiser. S'il est possible de marchandiser, des entreprises le feront en déshumanisant par des TIC, or il y a d'autres modèles. Il faut donc chercher sa propre voie, ses propres choix.

JYB

La question se pose de l'échelle à laquelle on va choisir ce que l'on veut (au niveau national, au niveau local avec des missions par exemple de « gestion des temps »).

Ex : des entreprises à Confluence ont organisé un système de co-voiturage.

Il faut mettre en œuvre des modalités de définition de ce qui est la « vie bonne » sinon on va se faire dépasser par les entreprises marchandes.

MB

Il manque actuellement une vision de ce qu'on attend de la « vie bonne ». Celle que l'on a actuellement est celle des GAFA qui se spécialisent dans les logiciels de traitement de l'information qui occasionnent des coûts fixes (développement du logiciel et applications) et elles n'ont pas de coûts variables et dans un monde robotisé ou automatisé où « l'homo sapiens » disparaît.

Le coût marginal est nul ici car l'arrivée de nouveaux utilisateurs ne génère pas de coûts supplémentaire pour le GAFA car ils ne traitent que l'information.

Les solutions quaternaires avec des entreprises qui gèrent les solutions en recrutant des personnes et en mettant en œuvre des interactions plutôt que des robots est une solution envisageable.

Il se pose le pbl de la valorisation de toutes ces activités et de leur intégration dans le calcul du PIB. Il se pose le problème de refondation de la nomenclature des calculs mais cela va être long.

Il est difficile de représenter ce qui se passe dans les statistiques car on ne comprend pas très bien ce qui se passe.

Ces questions ont des conséquences aussi sur la question de la répartition primaire et secondaire des revenus.

La question qui se pose est de s'interroger sur ce que nous faisons dans la sphère non marchande et ce qui peut potentiellement être fait à partir de la sphère marchande.

(MB) Sur la valorisation des emplois domestiques, le pbl est que les travailleurs occupant ces emplois ne maîtrise pas les technologies donc il ne bénéficie pas de la répartition des gains de productivité par rapport à ceux qui sont spécialisés.

Avec le secteur quaternaire, les personnes en s'appropriant à domicile les outils et notamment robots pour proposer ces solutions bénéficieront des gains de productivité.

Quelle protection au 21^e siècle

11h-12h30

Olivier Bargain professeur
Philippe Barret Directeur groupe APICIL
Pierre Hubbard auprès de l'OCDE
Ana-Liena Nozal économiste à l'OCDE
Hélène Paris CAE
Christian Chavagneux

OB

Sont proposés ici des recommandations possibles sur la protection sociale ciblée sur la grande pauvreté.

A CT ; un Etat social modernisé :

- **Le revenu universel.** La version finançable ressemble plus à un minimum social. L'important est plutôt le chemin vers le revenu universel. Il faudrait une aide inconditionnelle notamment pour les plus jeunes. Mettre en œuvre l'automatisation car beaucoup de personnes devraient toucher le RSA et ne le touchent pas. Cela permettrait d'avoir un revenu constant. Il faut utiliser les TIC avec la **DSN** qui donne en quasi temps réel entre entreprises et administrations.

Il faudrait que l'Etat soit un interlocuteur unique et moderne avec **un portail numérique unique** qui permettrait des propositions adaptées, des informations personnalisées, un meilleur dialogue ...

Il s'agirait d'un guichet unique sur l'idée du compte personnel individualisé.

- **A LT** : partage de travail sur le cycle de vie ?
On nous annonce un monde de plein emploi à l'Allemande avec travailleurs pauvres et après demain le remplacement par des robots.
 Cependant d'autres scénarios existent.
Le revenu universel dans ce cas deviendrait une base pour tout le monde avec une partie assurantielle sur le chômage.
 On partagerait l'activité sur le cycle de vie avec des périodes de non activité ou de baisse d'activité.

Cela permettrait en cas de chômage involontaire de faire face et de chômage volontaire de financer des formations, d'autres choix de vie.

L'Europe ne peut être exclue de ce processus. Il y a une importance de l'Europe sociale pour créer une Europe plus intégrée.

L'Europe sociale existe : carte européenne d'assurance maladie, « garantie jeunesse » européenne, socle européen des droits sociaux.

Il faut donc moderniser la protection sociale avec une aide pas uniquement sur les précaires et les plus démunis mais dans une démarche plus vaste étant donné l'évolution du marché du travail.

PB

Groupe APICIL : groupe de protection sociale, complémentaire sur la retraite (AGIRC, ARCO) et mutualiste.

On passe peu de temps à définir ce que l'on veut faire : ce qui relève d'une solidarité nationale, intermédiaire (une branche), la responsabilité individuelle.

De cette réflexion dépend beaucoup de chose : financement par impôt, cotisations sociales ou autre
Dans un monde global, un pays comme la France ne peut pas décider tout seul sans prendre en compte les impacts sur la compétitivité.

Dans la pratique les évolutions ont été tirées par : on a besoin d'argent.

Il y a un manque de perspectives ... un manque de vision ...

L'importance du pilotage paritaire

La retraite est pilotée par les partenaires sociaux. AGIRC, ARCC 50mds de réserve, CNAM n'en a pas.

L'Etat n'a pas toujours la plus grande efficacité dans la gestion.

La gestion paritaire permet d'avoir à faire avec des spécialistes.

Absence de corps intermédiaire est problématique.

Tous les dispositifs ne doivent pas être pilotés par l'Etat.

A quoi servent les assureurs complémentaires ?

Les assureurs complémentaires sont des entreprises. Il y a une confrontation à la concurrence. Il faut s'adapter plus rapidement.

Ex : les complémentaires ont été accusées d'avoir développé les revenus des opticiens.

Réponses : réseaux de soin avec un engagement de qualité/prix.

Il y avait une dérive de ce système, une autorégulation a eu lieu ce que l'Etat peut avoir du mal à le faire.

Plus que de guichet unique, il faudrait des guichets unifiés.

Un acteur peut difficilement centraliser toutes les questions.

Les acteurs doivent faire l'effort d'être unifiés.

Il est important plutôt de faire une unique demande qui sera dispatchée dans les services.

ALN

16% dans l'OCDE de travailleurs temporaires et indépendants (c'est une moyenne).

Ce sont des populations qui ont moins de protection.

Souvent les temporaires : pas d'allocation chômage.

Dans 50% des pays de l'OCDE, ils n'ont pas droit à des allocations chômage et un régime spécifique

Souvent les travailleurs indépendants sont des « faux travailleurs indépendants » car ils travaillent pour la même entreprise.

Dans certains pays il peut y avoir des régimes spécifiques pour les indépendants et la possibilité de choisir un régime pour une allocation chômage ou pas.

En France, il y a le compte personnel d'activité qui a été créé où on individualise la protection.

Au pays bas cela existait.

Cela pose un pbl d'emploi. Au Pays-bas, les personnes cumulaient sur un fonds, une sorte d'épargne pour l'utiliser pour des périodes d'inactivité. Parfois, il l'utilisait trop tôt ou pour des pré-retraites ce qui a posé des pbl.

Le projet en All exclut le cas de préretraite et de garde d'enfant pour éviter le pbl.

Le revenu universel avec ou sans conditions de ressources fut à l'étude.

Il n'est plus lié au travail car financé par l'impôt.

Souvent ils sont sous conditions de ressources de revenu individuel et du ménage et de richesses.

Ex : Australie

Le revenu universel ss condition de ressources pose un gros pbl de financement. Soit il est très coûteux ou en dessous du seuil de pauvreté.

Finlande et Canada font des études.

2017 en Finlande pour 2000 personnes qui ne touchent pas l'allocation chômage ou congès maladie de 600€. L'objectif est de simplifier le régime pour mieux connaître ses droits. Cela simplifie le suivi de la personne pour trouver un emploi.

En Ontario cela est axé sur les personnes pauvres pour améliorer la santé.

On attend les retours sur les résultats.

Le revenu universel est créé pour éviter l'inactivité car on peut cumuler revenu du travail et revenu universel.

HP

La protection sociale en France c'est 747 mds en 2015, 34% du PIB (part privée et publique)

Nous sommes les « champions du monde »

80% des dépenses = retraite et santé.

En France se distingue par l'importance de dép. qui sont pour la plupart publiques. Cela vient de notre système de retraite.

Si on regarde les dépenses de protection sociale par habitant. Nous ne sommes pas en haut du classement.

Aujourd'hui : financement c'est :

Cotisations sociales = 61% en 2015

Impôts et taxes affectés dont CSG = 25%

Autres contributions : 11% des ressources.

Nous nous finançons moins par l'impôt que les autres pays.

Grandes évolutions depuis 30 ans

- On est passé d'un modèle assuranciel à un système plus universel (78 généralisation des prestations familiales, CMU en 99 puis CMUC, 2016 protection universelle maladie) + minimas sociaux
- Un pbl de ressources et de diversifications des ressources (déplafonnement des cotisations, CSG, allègements des charges sur les bas salaires).

Le débat n'a pas bcp évolué.

1^{er} débat : ce que l'on veut faire. Qu'est-ce qui relève de la solidarité nationale ou pas ? Que veut-on ?

Le 2^e débat sera celui du financement.

Sur le financement, 2^e débat :

- Le type de financement, on a évolué vers un modèle hybride ce qui fait que nous mélangeons des systèmes de financement pour des prestations assurantielle ou de solidarité nationale ce

qui pose problème. Il y a un pbl de lisibilité du système et de consentement à payer (on ne voit pas le but de l'argent versé car le système devient complexe) ;

- Trouver le bon mode de financement tout en préservant l'emploi et la compétitivité. On est à la recherche d'une recette miracle.

Sur le mélange de financements ; Il faut distinguer

- Les prestations contributives (vision assurancielle) et sur les conditions d'accès et le calcul des prestations.
- Les prestations non contributives correspondant à des droits universels.

Il faut clarifier très précisément ce qui relève de chacune de ces logiques.

Un grand débat existe : **le ciblage des allègements des cotisations sociales :**

- Faut-il uniquement se concentrer sur les bas salaires ? Là où cela est le plus efficace.
- Ne faut-il pas favoriser les salaires intermédiaires ?
- Ne faut-il pas se concentrer aussi sur les secteurs qui sont soumis à la concurrence internationale ?

Boîte à outils :

- **Taxes comportementales (tabac, alcool, carbone, boissons sucrées ...)**
- **Taxe sur le capital (cotisation sur la VA, l'IS) sur la c° (TVA sociale)**
- **CSG avec une assiette large**

Il faut faire attention aux assiettes très mobiles pour ces solutions ?

- **Taxe sur les robots (pbl qu'est-ce qu'un robot ? quelle base taxable ? n'est-ce déjà pas taxé ? cela ne va-t-il pas freiner l'innovation ? les robots détruisent-ils seulement des emplois, en crée-t-il ?)**

PH

Remarques :

Sur l'Impact du changement numérique. Il y a une certaine fatalité sur l'explosion du nombre d'emplois précaires et les emplois indépendants. Ce n'est pourtant pas nouveau. Il y a de l'adaptation si la technologie crée de la productivité et cette productivité est partagée. Le pbl actuellement est que nous n'avons pas d'importants gains de productivité. De plus, il y a un décrochage entre la croissance de la productivité et la croissance des salaires.

Il y a un déphasage plus important entre son entreprise et le donneur d'ordre ce qui pose pbl

Les projets de réformes actuellement dans les instances syndicales sont dans une logique libérale

- **De protéger les outsiders avec un niveau proche de celui des insiders.**
- **La portabilité des droits.**
- **Plus de compétences pour accroître le pouvoir de négociation des travailleurs**
- **Il faut renforcer les filets de protection sociaux (au dessus du seuil de pauvreté)**

Il faut revoir les rapports de forces des travailleurs au niveau individuel mais surtout collectif.

Il faut inverser cette tendance à l'individualisation des droits (retraites, santé, ...) pour les organisations syndicales.

Comment le progrès transforme le travail ?
Mercredi 8 novembre de 16h-17h30

Christine Erhel, prof d'éco

Jean-Olivier Hairault, prof de sciences éco Paris I

Gilles Saint-Paul, prof de sciences éco

Gregory Verdugo, maître de conf

CE

L'innovation est-elle néfaste à l'emploi ?

Les études empiriques montrent pour l'instant que non même s'il y a des réallocations.

Il y a une hétérogénéité du résultat global. Il y a des différences selon les types d'innovations (innovations de produits = effets + ; innovations de procédés plus ambigü).

Cela est de plus polarisé sur certains types d'emploi qui vont être créés.

Cela va jouer sur la qualité et le contenu de l'emploi.

Il peut y avoir des effets aussi négatifs sur la qualité. Cela peut agir aussi sur les conditions de travail.

Les tâches plus pénibles disparaissent et on crée d'autres pénibilités.

Il n'y a plus de frontière privé / public.

Le progrès disperse le travail, le polarise, le transforme en qualité.

Aujourd'hui cela a des csq sur des emplois intermédiaires peu touchés avant (ex : les logiciels qui conduisent à modifier le contenu du travail le rendant beaucoup moins intéressant comme par ex. le logiciel comptable).

JOH

Il n'y a pas de fin de travail.

Le travail en soi n'existe pas, il y a différents types et caractéristiques de travail.

Le PT ne tombe pas du ciel, on le désire. Il a des effets contrastés et différents.

3 types de travail :

- Travail complémentaire au PT, qui ajoute de la VA et profite du PT = tâche abstraite avec agilité intellectuelle (Architectes, R&D, profession libérale) = « the abstract ». La part des abstracts augmentent depuis 20-30 ans.
- Travail remplacé par le robot, la machine = the routine jobs = prévisible, programmable. On s'attend à la disparition de ces emplois et la substitution.
- Travaux dans la sphère domestique : travailleurs non qualifiés stt dont la part augmente car il y a une demande qui augmente bcp.
Cela est particulièrement vrai en France, cet effet de rattrapage de ce type d'emploi.

On voit de phénomène de polarisation : des métiers très qualifiés et des métiers très peu qualifiés et peu de situation intermédiaire.

La façon dont les pays réagissent en matière de modèle social va avoir de nombreuses interactions avec le progrès technique.

Aux USA le PT des années 2000 n'a pas détruit des emplois, en France on a 2 phases, destruction puis faible création et en Allemagne cela s'accroît.

GV

On constate une hausse des inégalités de salaire.

Il se pose la question de l'impact de l'informatique.

L'ordinateur ne remplace pas les emplois qualifiés mais le rend plus impliqué ce qui n'est pas le cas pour les moins qualifiés. On parle de PT biaisé en faveur des plus qualifiés.

Dans les années 2000 on s'est rendu compte que le compte gagnant/perdant était plus complexe.

L'informatique remplacé certains types de travaux non qualifiés : les emplois routiniers.

On peut le décomposer en tâches élémentaires (distributeur automatique dans les banques, les autoroutes ...

Les ordinateurs ne remplacent pas les emplois non qualifiés non routiniers manuels (emplois de services). Cela correspond à des emplois peu payés très concurrentiels. Cependant cela a conduit à une baisse des salaires.

On assiste donc à une polarisation des emplois.

Cela a conduit aussi à un accroissement des inégalités salariales. C'est très différent selon les pays (pays anglosaxons ont connu une forte augmentation des inégalités salariales).

Pour de nombreux économistes cette hausse des inégalités ne s'explique pas par le PT.

Il y a une course à la demande de travail qualifiée en raison du changement technologique et un système éducatif qui produit un certain nombre d'individus en quantité insuffisante. Ce manque d'appariement du système dans le système éducatif explique pourquoi il y a des problèmes.

La prime du diplôme supérieur a eu tendance à diminuer.

YSP

L'invention de la chaîne d'assemblage de Ford a réduit le salaire des travailleurs qualifiés et a permis à ceux peu qualifiés de voir une augmentation des salaires.

La distinction pertinente n'est pas qualifié/non qualifié mais tâche routinière/non routinière.

La routinisation de tâches des travailleurs non qualifiés a eu des effets importants.

Pour l'instant on a réussi à routiniser les tâches des travailleurs non qualifiés.

Ne va-t-on pas réussir à routiniser par la cybenétique les tâches des travailleurs qualifiés ?

Ex : on a routinisé le fait de conduire une voiture, de jouer aux échecs...

Chez Amazon, il y a des petits cubes automatiques qui vont sous une armoire pour chercher les biens car on a mis les produits des cubes ce qui a fait disparaître des emplois de manutention.

La reconnaissance des formes et des expressions va permettre de routiniser certains travaux comme le diagnostic médical.

Le PT qui va avoir lieu va être plus égalitaire et va frapper le travail qualifié.

Questions, fin de conférences**CE**

Il y a des trajectoires différentes entre les pays.

Il y a des besoins encore aujourd'hui de certains emplois qualifiés qui ne sont pas pourvus aujourd'hui.

On a de plus en plus besoin des compétences de base (lire, écrire) pour faire face aux enjeux actuels. Les compétences générales sont encore plus indispensables.

Il y a des exercices de prospectives importants.

On a des besoins en main d'œuvre projetés qui sont très diversifiés.

La façon dont les pays gèrent cela est très diversifiée car il y a des systèmes de formation très diversifiés.

JOH

Un des éléments essentiels est la mobilité.

On n'est pas totalement adaptable. Passer d'une tâche à une autre, d'une activité à une autre est une qualification.

L'éducation initiale doit permettre cette adaptabilité.

On est en retard en France par rapport à notre enseignement et notre système d'enseignement.

La mobilité cela ne s'institue pas. L'Etat doit pouvoir faciliter et accompagner.

Il ne faut pas s'arc-bouter car cela ne fait que retarder l'adaptation et est inefficace.

Sauvegarder l'emploi n'est pas efficace car cela empêche la mobilité mais cela est efficace uniquement si le système de retour à l'emploi et l'accompagnement s'améliore.

CE

La flexibilité est quelque chose d'important.

GV

Le PT crée des gagnants et des perdants. On a tendance à penser que l'accélération de la recomposition industrielle, des innovations technologiques cela va accélérer la recomposition de l'emploi.

Il faut un capital humain général qui permettrait de s'adapter.

Ne restera-t-il que les métiers du relationnel ?

JOH

Les métiers du relationnel seront ceux qui se développeront.

GSP

On va enseigner le relationnel, les compétences sociales à l'école. Sont-elles innées, acquises ? cela pose différents pbl.

Les IA sont capables de faire de relationnels donc ces emplois ne seront pas totalement préservés.

Ce qui restera est une société où le relationnel existera ce qui sera déconnecté de la production de biens et services.

Il y aura des systèmes de rente avec la propriété des robots. Il faut réfléchir à bâtir une nouvelle économie.

JOH

Différents scénarios existent, il faut être prêt pour pouvoir s'adapter.

Il y aura du travail mais différemment avec l'éco des échanges.

Il faut s'interroger sur les usines du futur, sur la place des robots dans le futur.

La question qui se pose aussi est le rôle des politiques et les choix des sociétés. Il faut faire des arbitrages.

L'arbitrage emploi-salaire est là aujourd'hui et se pose la question des réformes et transformations à faire.

Si on veut maintenir notre modèle social en France dans ce contexte, il faut faire attention aux outils que nous allons choisir.

GV

Ces 10-20 dernières années, il y a de plus en plus d'interactions interpersonnelles sur le marché du travail selon certaines études.

Malgré les nouvelles technologies, le contact personnel n'a toujours pas été remplacé par la machine.

Le Brexit
08/11/2017 17h45 à 19h45

Vincent Aussilloux, France stratégie
Carine Bouthevillain BDF
Hermione Cough ambassade de grande Bretagne
Sylvie Goulard gd témoin
Jon Henley the Guardian
Kevin O'Rourke professeur à Oxford
Xavier Ragot OFCE
Guntram Wolff Bruegel
Eric Albert Le Monde (modérateur)

Nous sommes dans la 1^{ère} phase : le divorce (les européens au RU et les citoyens du RU en Europe : quel est leur sort ? la facture ? L'Irlande du Nord son cas car c'est la seule frontière terrestre).

Les anglais espéraient le passage à la 2^e étape, le futur traité mais ils n'y sont pas encore.

Politiquement T. May est de plus affaiblit.

HC

Qu'espère obtenir le RU ?

Fin sept 2017, T. May a fait un discours à Florence.

Elle a rappelé que le résultat du référendum n'est pas de l'isolationnisme.

Il est plus question de souveraineté et de lieu de prise de décision.

Elle a rappelé que nous serons tjs européen car l'adresse ne change pas.

RU ne sera plus membre de l'UE mais on veut un partenariat en dehors de l'UE.

Il s'agit d'un allié privilégié.

Cela ne sera pas demain comme aujourd'hui en raison de la sortie de l'UE.

JH

On ne sait pas ce que veulent les anglais.

Ils ont voté pour une sortie mais pas pour une destination.

Le pbl est que le gouvernement est actuellement faible.

2 questions :

- Questions historiques : relation particulière de la GB avec l'UE. On a fait bcp de concession au RU (pas Shenghen, pas l'euro, le rabais ...). Position un peu à l'écart. Cela a malheureusement donné l'idée qu'il serait possible après le Brexit d'avoir de nouveau des concessions. Bcp considèrent que c'est un droit des britanniques. Cela encourage le RU à penser que le Brexit est une négociation. Or c'est un processus juridique où 27 pays vont dire à un pays ce qui est acceptable et légal. Le Brexit c'est marche arrière sur 40 ans d'intégration.
- Le gouvernement n'est ni fort, ni uni, ni décidé ce qui rend la tâche bien compliqué.les conservateur se déchire depuis 25 ans sur l'Europe. Il y a les pragmatiques pour lesquels il faut rester le plus près possible de l'UE. Les Bexitteurs rêvent de « s'envoler dans le 19^e siècle ». Or il faut que le Ru décide du Brexit qu'il veut. Le plus simple est de parler d'un Brexit avec un degré d'accès au marché élevé et un degré de contrôle bas (modèle norvégien) ou un d° d'accès faible et un contrôle très élevé (cas avec le Canada et l'accord signé). Le gouvernemenent britannique est divisé sur cette question et risque d'exploser.

KO**Le cas de l'Irlande.**

Avec l'Europe depuis les années 90 et l'absence de frontière, la frontière est devenue invisible + moins de pbl de papier.

La réparation de la frontière risque de faire réparaître les difficultés.

De nouveaux contrôles vont réapparaître si le RU sort de l'Union.

Il faudrait un statut spécifique de l'Irlande du Nord, le RU ne veut pas.

Si les frontières reviennent, les revendications risquent de revenir.

Il faut une feuille de route sur la frontière.

Solution :

Pragmatique dans le gouvernement doit gagner avec une solution davantage norvégienne.

Il faut maintenir la pression sur le RU, l'unité des 27.

L'Irlande doit diversifier son éco et modifier son centre de gravité vers le sud.

L'Irlande doit s'adapter et rebasculer vers le continent.

SG

Le BREXIT avec l'Irlande est une question aussi politique.

L'Europe a été créée pour éviter d'en sortir dans une finalité de paix.

Le RU doit définir clairement sa priorité :

- L'autonomie et cela a un prix et un coût ;
- Le fait de rester sur le marché.

Il faut respecter l'ordre de droit dans l'UE sinon on recrée des relations de force au sein de l'UE.

Il ne faut pas créer des choses compliquées et monter des systèmes complexes.

GW

Entre 20 et 100 mds d'€ pour les coûts.

La GB s'est réveillée tard sur le débat sur le BREXIT et ses csq.

En All le débat du Brexit ne fait pas partie des négociations sur la constitution du gouvernement.

RU pense que c'est une négociation, UE considère que c'est un processus.

Le brexit est une perte pour le GB et l'Europe.

La GB a perdu sa crédibilité vis-à-vis des Chinois mais l'UE aussi.

Il faut une solution qui limite les dommages tant en Europe qu'au RU.

Il y a une contradiction : il faut rester amis mais pas d'Union douanière pour le RU ce qui pose un gros pbl sur le cas de l'Irlande et des contrôles aux frontières.

VA

Les entreprises sont imbriquées depuis 40 ans. Les chaînes de p° sont intégrées.

Dans l'automobile, ds les nées 70, l'industrie auto du RU avait quasiment disparu, auj. elle produit plus que la France. Elle a attiré des IDE au départ du Japon puis UE. 80% de la p° est exportée.

L'attrait pour les IDE venait de l'accès au marché européen.

Toutes les chaînes de p° vont être perturbées dans le cadre des flux tendus.

55 millions de déclaration en douane aujourd'hui, cela va être multiplié par 5, l'éco va être perturbée.

Sur longue période, il va y avoir une perte du PIB.

Il va se poser le pbl des échanges de composant et de leur provenance.

XR

Le projet européen est politique à partir d'une dimension économique.

Les anglais ont fait pression à l'élargissement du marché.

On discute peu en France du Brexit car la réalité de l'impact du brexit sur les différentes éco est incertaine.

Les études aboutissent à un effet sur la zone euro marginal.

C'est marginal mais négatif.

Sur le RU l'impact sur le commerce sera important.

De 0,1 à 0,4 pt négatif par an avec une forte incertitude.

Sur la finance en Angleterre (10% du PIB).

300-400 000 personnes

Coût anticipé pour la City de l'ordre de 75 000 personnes de déstructuration.

Risque : Angleterre perd accès au marché de l'euro pour vendre ses services financiers.

Risque de perte du passeport européen.

CB

L'unité des 27 est fragile.

Il y a des efforts à faire pour maintenir l'unité. Cette unité repose beaucoup sur des règles. Il faut être ferme sur les 4 libertés, les acquis dans le domaine financier à la suite de la crise 2008 (supervision et régulation bancaire, ...) qui doivent être maintenues.

Il y a des lignes rouges sur les acquis sur la supervision bancaire.

GW, considère que le risque sur le système financier anglais est faible car il y a de très importants progrès sur la régulation.

N'exagérons-nous pas ?

Le pbl est qu'il y a de très multiples incertitudes notamment sur la valeur future de la livre sterling.

Pour l'instant la dévaluation de la livre a peu d'effets sur le CI en raison de la forte intégration du commerce.

Jeudi 09/11/2017 La fin de la mondialisation ?

P.Artus économiste

Flora Bellone prof

Bruno Cadrillac BDF

Anne-Laure Cepii

Gulllaume Duval (modérateur, alternatives économiques)

BC

Contexte spécifique aujourd'hui dans le cadre de la mondialisation.

La fin de la mondialisation est vue sous des angles différents sous le prisme des flux de commerce extérieur. Cela reste le thermomètre de l'évolution de la mondialisation.

Les flux de commerce extérieur se ralentissent depuis la fin des années 2000 (on a dépassé en ouverture global le PIB de 1914).

On a un ralentissement de l'élasticité de la croissance du commerce extérieur par rapport au PIB.

On a avant la crise de 2007 une élasticité très forte, en 2011 cette élasticité sur PIB devient inférieure à 1

CCL des études :

- Ralentissement dû à des effets de composition du commerce extérieur géographique (pays qui échange ont des élasticités sur PIB faible), composition des produits (tertiarisation donc moins échange de services que de produits), composition de la demande (moins d'lent)
- Causes structurelles : Baisse des tarifs douaniers, coûts de transport qui se ralentit. Baisse des financements des marchés financiers.

Conclusion de ces études : pas de rupture mais fin d'une période exceptionnelle, on est train de revenir sur une période « normale » avec une élasticité par rapport au PIB proche de 1.

Cpdt, analyser les flux bruts du CI, est réducteur.

Ces flux dépendent de la taille des chaînes de valeur. Plus elles sont fragmentées plus cela augmente les flux d'échange.

Les flux bruts ce n'est pas un indicateur pertinent car un même produit peut passer des dizaine de fois les frontières.

L'analyse des évolutions de la DIT est plus pertinente.

Il y a des travaux pour essayer de retravailler les flux bruts (ex : OCDE, OMC) mais ce n'est pas abouti (il y a des hypothèses + pbl de continuités des statistiques).

Il se pose également le pbl de la prise en compte des échanges intra-groupe qui biaisent les statistiques.

Il y a en plus la prise en compte des mesures en volume et en valeur qui pose des pbl.

La prise en compte des activités de la digitalisation des économies est complexe comme par exemple la mesure des activités de GAFA.

Ce qui est dit pour les biens est aussi vrai pour les flux financiers qui se sont ralentis mais ce n'est pas un bon indicateur de la globalisation financière.

Il peut y avoir des rachats d'entreprises françaises par un groupe étranger par une filiale et un financement français ce qui n'est pas un flux financier étranger et pourtant c'est important.

2 remarques : la fin de la mondialisation est liée :

- Au pbl des déséquilibres globaux : les échanges extérieurs sont durablement déséquilibrés. Des pays accumulent des actifs sur le RDM et d'autres accumulent des dettes à l'égard du RDM. Cela fonctionne pour des pays crédibles mais cela pose des pbl politiques ... Le coût de la mondialisation en termes d'inégalités est aussi important.
- Les flux de données ne s'arrêtent pas aux frontières. Il y a une 3^e phase de mondialisation dans ce domaine. Dans cette 3^e phase on prend en compte et perçoit l'importance des interdépendances. Cela se voit notamment via la problématique des biens publics mondiaux.

FB

Pour l'instant la guerre commerciale est dans le discours mais elle n'a pas encore eu lieu.

Sur la fin de la mondialisation, cela n'est pas conjoncturelle mais beaucoup plus structurelle.

Il y a la fin d'une Mondialisation sur laquelle nous avons vécu au 20^e siècle (1^{ère} RI même pour Baldwin) jusqu'à 90 et la R° du numérique portait par la baisse des coûts de transport avec des coûts de transfert de la connaissance restaient très élevés.

Aujourd'hui ces coûts de transferts baissent.

Les FMN ont été fanstasmés par leur puissance avant 90 et à l'époque elle développait leur activité pour accéder au marché (flux nord/nord). Depuis les années 90 la révolution est la fragmentation des chaînes de valeur change la donne avec l'accès à des bas salaires et l'exploitation de ses savoir-faire.

Les modèles d'analyse du CI traditionnels ne sont pas pertinents.

La fragmentation des chaînes de valeur existe depuis 30 ans mais c'est l'ampleur du phénomène qui change.

La mondialisation dans la 1^{ère} phase bénéficiait aux grandes nations industrialisées qui bénéficiaient des échanges mutuellement avantageux entre eux et de leur connaissance.

La Chine et L'inde et de nombreux PED étaient les perdants par des spécialisations inadéquates.

Il se pourrait actuellement que les grands pays anciens gagnants rentrent dans le clan des perdants. Dans ce cas les règles du CI érigées se font davantage à leur détriment.

Il y a donc des conflits d'intérêts très importants.

On est face à un risque de désintégration entre les pays.

La nouvelle mondialisation frappe de manière imprévisible et diffus sur les emplois qui peuvent être routinisés et délocalisés. Ce ne sont pas que des emplois peu qualifiés.

Le 2^e élément sur cette nouvelle mondialisation est sur le ralentissement des flux de commerce. Il n'y a pas de raison que les flux de commerce croissent en permanence.

Il n'y a pas de logique économique à cette croissance. On va assister à une démondialisation « naturelle » quand les écarts de salaire vont se rééquilibrer et que la connaissance va se diffuser naturelle.

La logique veut qu'il y ait une fin de l'hypercommerce.

2 voies possibles : une démondialisation progressive et + égalitaire ou une démondialisation brutale en raison des conflits pour les intérêts personnels des différents pays.

PA

Il y a une évolution de la mondialisation. On est dans une phase où on va aller plus près du consommateur pour produire grâce à des technologies + facilement transférables + volonté politique.

Il y a une montée de protectionnisme stratégique comme en Chine.

On retrouve les arguments de List et de la politique commerciale stratégique.

Ex : Chine avec Internet (alibaba ...).

Trump et son protectionnisme ce n'est pas pertinent car c'est un protectionnisme des industries vieillissantes qui n'est pas justifiable économiquement.

La question de la globalisation fi :

X+M/PIB augmentation de 50% depuis les années 90

Poids des dettes extérieures brutes et des actifs extérieurs bruts : passage de 100% du PIB à 400% du PIB.

8 fois plus que le poids des échanges de biens.

Cela se ralentit en raison notamment des flux de capitaux qui ralentissent au sein de la zone euro et pas dans le RDM.

Ex : La dette extérieure brute des USA augmente avec les bons du trésor US, avec cet argent ils investissent dans le RDM en achetant des actions (ils s'endettent pour investir à l'international).

Il s'agit de la mondialisation du modèle capitaliste américain, il transforme une partie de l'épargne mondiale tout en ayant peu d'épargne en interne.

Il se pose la question du triangle d'incompatibilité : libre circulation des kx, tx de change flexible, politique monétaire autonome en fonction de la situation interne. Le taux de change est la variable d'ajustement.

Le système chinois est différent qui joue sur la libre circulation des capitaux.

Le syst dominant est destabilisé par la taille des flux de capitaux car cela crée des fluctuations particulièrement importantes (ex : Argentine).

Questions :**Effet du ralentissement de la mondialisation sur le développement durable ?**

Le ralentissement de la mondialisation aura peu d'effets sur la pollution car les porte-containers polluent peu, ce sont les transports locaux qui polluent plus.

Certaines règles du LE (accords de l'OMC) peuvent rendre difficile la mise en place de mesure en faveur du DD.

Le rôle de la démographie

La démographie va jouer un rôle important. En Afrique et en Asie du sud on pense que le dividende démographique va jouer.

Le pbl est que l'Afrique n'a pas de croissance basée sur l'industrie. On se demande s'il faut qu'elle passe par l'industrie avant les services ou l'Afrique ne doit-elle pas faire un saut sans le développement de l'industrie en passant directement au service.

Le pbl actuellement en Afrique pour l'industrialisation et la production d'énergie et d'infrastructure de transports. Cela pose des pbl de gouvernance et de DD + s'ils utilisent des énergies fossiles cela pose des pbl de l'écologie.

Cependant, si l'Afrique ne passe pas par l'industrie, elle risque d'avoir de très importants déficits extérieurs structurels.

Il y a le quid dans la mondialisation des migrations ?

Il y a un lien fort entre la démographie et la globalisation financière.

Les pays qui ne vieillissent pas doivent s'endetter, ceux qui vieillissent doivent épargner.

Une exception : le cas des USA (vieillessement + endettement extérieur).

Le travail pour l'instant est peu mobile.

Le numérique va permettre dans le futur de dissocier le service et le lieu du travail.

Si la mobilité du travail évolue, la mondialisation va évoluer.

Sur le cas de l'Europe :

Est-ce souhaitable pour l'Europe de devenir + protectionniste ?

BC

Peu favorable au protectionnisme. L'intérêt de l'Etat est celui de la localisation de la production et non de la propriété.

Favoriser des champions nationaux, européens n'est pas totalement pertinent. Il faut attirer en fait la production sur le territoire national.

FB

Dans la nouvelle mondialisation, les vieux outils du protectionnisme n'auront pas du tout les mêmes effets. Le protectionnisme à la Trump est totalement inefficace dans le cadre des chaînes de valeur mondiales des industries.

Sur les nouveaux secteurs du numérique des possibilités existent.

PA

Il faut une vision dynamique de la spécialisation productive

Si on regarde en statique dans le numérique, les meilleures entreprises ne sont pas européennes. De ce fait, elles sont plus efficaces. Si on considère que ce n'est pas acceptable à CT on va se protéger de la concurrence ce qui est inefficace mais à MT/LT cela peut être favorable.

En revanche, il ne faut pas se tromper des secteurs que l'on choisit.

L'Europe a réussi dans l'aéronautique et l'espace, l'armement. En revanche c'est un échec dans le numérique.

Il faut une vision dynamique de l'avantage concurrentiel.

La zone euro a eu l'année dernière 300mds d'Euros d'excédents extérieurs, or on a peu utilisé ces excédents pour soutenir l'emploi et l'activité.